



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la  
Chambre des Député-e-s

Luxembourg, le 11 février 2016

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une question parlementaire concernant la publication de certaines annonces privées ou publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances.

Considérant les valeurs qui sont véhiculées par le biais de publications, la directive 2004/113/CE du Conseil de l'UE a mis en œuvre le principe d'égalité de traitement entre femmes et hommes au niveau de l'accès et de la fourniture de biens et de services. Ladite directive a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007. Dès lors, le principe de non-discrimination s'applique entre autres au domaine des médias et de la publicité.

Par ailleurs, les codes de déontologie du Conseil de Presse dans son article 5 et du Conseil de la Publicité dans son article 4 mettent en exergue le respect des êtres humains et s'opposent par conséquent à toute discrimination pour des raisons de genre. Dans cette optique, le code de déontologie du Conseil de la Publicité affirme même explicitement que la représentation du corps humain dans la publicité « *doit être décente et sans connotation voyeuriste ni avilissante* »<sup>1</sup>.

Néanmoins, il faut constater que certaines annonces commerciales ou privées publiées dans des journaux d'annonces vendus au Luxembourg ne s'accordent ni avec les dispositions de la Directive, ni avec celles des codes de déontologie susmentionnés. En effet, bon nombre de services payants sont présentés dans certaines publications luxembourgeoises et vont carrément à l'encontre du respect de la personne humaine en incluant des messages suggestifs, voire des photos qui dénigrent tout particulièrement le corps des femmes. Par ailleurs, il faut constater qu'une partie non négligeable d'annonces privées affichent le prix à payer pour différents « services sexuels » qui sont décrits dans un vocabulaire plus qu'avilissant et qui sont offerts soit au Luxembourg, soit à l'étranger.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances :

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que les annonces en question sont contraires aux dispositions de la directive 2004/113/CE du Conseil de l'Union européenne et par conséquent à celles de la loi de transposition du 19 juin 2012 ?

---

<sup>1</sup> Commission Luxembourgeoise pour l'éthique en publicité (2015) *Code de déontologie*. Accessible en ligne sous : <http://www.clep.lu/code-de-deontologie/>

2. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre envisagent d'entamer afin de mettre fin à la publication d'annonces allant à l'encontre du respect de la personne humaine ?
3. Est-ce que de façon générale, la promotion de la prostitution ayant lieu au Luxembourg, voire à l'étranger, peut-elle être librement diffusée par le biais de publications luxembourgeoises ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



**Claude ADAM**  
Député



**Josée LORSCHÉ**  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Égalité des chances

No/réf : 3141 /mar  
Affaire suivie par Valérie Debouché  
Tel : 24785816



Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Service central de législation  
Luxembourg

Luxembourg, le 10 MARS 2016

**Concerne :** Question parlementaire no 1805 des honorables députés Madame Josée Lorsché et Monsieur Claude Adam

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, la réponse du Ministère de l'Égalité des chances à la question parlementaire n° 1805 des honorables députés Madame Josée Lorsché et Monsieur Claude Adam.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Lydia Mutsch  
Ministre de l'Égalité des chances

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 11 MARS 2016	
CB:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	





**Réponse de Madame la Ministre de l'Égalité des Chances à la question parlementaire n° 1805 du 11 février 2016 de Madame la Députée Josée Lorsché et Monsieur le Député Claude Adam concernant la publication de certaines annonces privées ou publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois**

Dans sa question parlementaire N°1805 du 11 janvier 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché et l'honorable Député Monsieur Claude Adam ont constaté que certaines annonces commerciales ou privées publiées dans des journaux d'annonces vendus au Luxembourg ne s'accordent ni avec les dispositions de la Directive 2004/113/CE du Conseil de l'UE, ni avec celles des codes de déontologie du Conseil de la Presse et du Conseil de la Publicité.

Tout d'abord il y a lieu de remarquer qu'en l'absence d'informations concrètes sur la ou les annonce(s) remise(s) en question, il s'avère difficile de donner une réponse précise aux questions posées.

Néanmoins, de façon générale, il convient de mentionner qu'il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur le respect de dispositions légales. Ce pouvoir d'interpréter et/ou d'appliquer la législation et la réglementation en vigueur appartient au seul pouvoir judiciaire.

Toute personne qui se sent lésée par des annonces privées ou publicitaires portant atteinte au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes est libre d'entamer une action en justice si elle fait preuve d'un intérêt à agir.

Au cas où le Ministère de l'Égalité des chances aurait connaissance d'annonces publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois qui contreviendraient au Code de déontologie et notamment au respect du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, il saisit la commission luxembourgeoise pour l'éthique en publicité.

De par leur influence indéniable sur l'opinion publique, les medias jouent un rôle important en matière d'égalité entre hommes et femmes et plus particulièrement sur la présentation des femmes et des hommes, qui reste souvent guidée par des stéréotypes sexistes.

C'est pourquoi, le Ministère de l'Égalité a recherché activement, et continue à le faire, un partenariat avec les médias. Cette collaboration va de la réalisation de projets ponctuels à la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation en passant par la rédaction d'un guide de la communication publique.

D'une manière générale, la lutte contre les stéréotypes liés au genre fait partie intégrante de l'ensemble des travaux du Ministère de l'Égalité des chances tendant à un meilleur partage des responsabilités entre hommes et femmes.

---